

## APPENDIX 9

Interview with Ahmadou Toumani Touré, President of Mali (1991-1992, 2002-2012)

Interviewer: Nathaniel Cogley (Ph.D. Candidate, Department of Political Science, Yale University) [French transcription by Fabrice Lorne]

July 4th, 2010 (while President)

Bamako, Mali

NC: Monsieur le Président, vous avez en effet deux fois chef d'Etat du Mali et l'expérience que vous avez eue durant ces deux fois est extrêmement intéressante et en rapport direct avec cette étude académique. D'abord, si vous le permettez que l'on commence en 1991. Qu'est-ce qui vous a motivé vous et les autres officiers des forces maliennes à exécuter un coup d'Etat et à prendre le contrôle de l'état des mains de l'ancien Président Moussa Traoré?

ATT: Bon d'abord, vous permettez que je vous parle de la région où je suis né. La région où je suis né est une région communautaire. C'est-à-dire l'individu ne compte pas, c'est la communauté elle-même qui compte. Donc je suis venu avec un état d'esprit de rassemblement et de consensus. D'autre part, également, je suis officier de l'armée. Donc j'ai commandé des unités et j'ai commandé l'unité parachutiste qui a été même faite par le USA depuis 1962. Donc l'armée également, c'est un rassemblement. C'est un creuset, de toute la franche du pays et vous êtes obligé d'avoir un langage équilibré et une vie communautaire. Déjà, je suis venu avec c'est état d'esprit. Mais pour parler de '91. En '91, notre pays a connu une situation tragique. Je dirai même très tragique! Je pense que dans que la quête de la démocratie, le pouvoir est resté sourd. Le pouvoir voulait qu'on passe par d'autres formes. C'est-à-dire un congrès, hors la rue était tellement pressée. Le mouvement Organisation syndicale démocratique et associations était tellement pressé, que ils n'ont pas pu s'entendre et cela c'est dégénéré surtout par leur scolaire et la rue et a fait un mouvement extrêmement grave. L'armée n'étant pas habituée au classique du maintien d'ordre a utilisé plutôt ses moyens militaires. Ce qui a fait de morts parmi les enfants parmi les femmes et à partir delà tout a totalement dégénéré. La population a pris la ville. Ils ont incendié presque tous les lieux publics. Ils ont détruit toutes nos banques, les trésors publics. Ils ont incendié la fonction publique. Tous les services qui étaient à leurs portées et qui représentent l'état ont été tout détruits. Donc nous avons compris rapidement que notre pays est arrivé dans une situation d'impasse et y'a aucune organisation, aucun message politique ne passait. A ce moment-là, l'armée qui a une force organisée à part a décidé d'arrêter rapidement sa participation au maintien de la paix et un certain nombre d'officiers, de forces armées de sécurité, avec moi, nous avons décidé, parce que moi je commandais un régiment de Para commandos, nous avons décidé vraiment de mettre fin au régime et d'organiser une transition mixte, civilo-militaire et de déboucher aux élections démocratiques du 8 juin '92 qui ont consacré l'élection du Président Konaré.

NC: Monsieur le Président, la plupart des leaders militaires africains qui ont accédé au pouvoir par le biais d'un coup d'Etat, tentent en effet de prolonger le séjour. Ils sont même candidats à la Présidence dans les élections subséquentes. Cependant, à la surprise générale, vous avez dérogé à la règle. Premièrement croyez-vous que cela aurait peut être

possible physiquement de rester au pouvoir si vous l'aviez voulu et si oui pourquoi n'êtes-vous donc pas resté étant donné que c'était possible?

ATT: D'abord, vous savez qu'il faut voir l'état des militaires qui viennent au pouvoir. D'abord, il y a un état de dégradation particulièrement avancé et d'autre part c'est toujours deux groupes qui se battent pour le pouvoir. Donc l'armée vient se mettre au centre pour être le troisième groupe. Donc en définitive, on ne devait indiquer ni un groupe ni l'autre. Mais les deux groupes portent leurs influences sur l'armée. Faisant en sorte, pour les premiers, il faut que l'armée intervienne par coups d'Etat pour sortir l'ordre ancien pour qu'eux y viennent. Donc l'armée, à la limite, est instrumentalisée dans certains cas. Mais l'armée aussi instrumentalise aussi pour permettre à certains qui ont dit : «le pays n'est pas prêt. Les conditions ne sont pas réunies. Nous nous allons rester pour gérer le pouvoir et ont vas faire une transition. » Et dans la transition, y'en a qui sont restés pendant très très longtemps. Pour ce qui me concerne, d'abord c'est une question d'éducation. Moi je suis né comme j'ai dit, en tant que Malien je garde la valeur profonde du Malien: La parole donnée. J'ai dit devant tout le monde le jour, même du coup d'Etat, que dès que les conditions seront réunies et le plus rapidement possible, je donne un an, nous allons quitter le pouvoir. Celui qui veut pas quitter, il va enlever ses gallons militaires, il va aller se présenter aux élections. Donc c'était mon message clair. C'est le premier message que j'ai transmis au niveau de la télévision malienne. Donc à partir de là, étant donné que mon éducation aussi, dans mon village, est une éducation communautaire ou la parole donnée est importante. Si je n'avais pas tenu parole et si j'avais menti, je ne pourrais pas aller regarder mes parents parce qu'ils ne comprendront pas que dans l'éducation qu'ils m'ont donnée je ne tiens pas ma parole. Troisièmement, je n'étais pas préparé. J'étais Lieutenant-Colonel, je commandais un régiment de Para-Troupeurs. Donc la politique je ne connaissais pas. Je ne savais pas comment est-ce que cela se passait. J'avais la responsabilité militaire, ça je le comprends. Donc, je n'étais pas indiqué pour pouvoir le faire. D'autre part, il y a des gens qui ce sont battus pour arriver là avec beaucoup beaucoup de morts, j'ai trouvé que c'était usurpateur que de venir ramasser toute cette victoire et faire mienne. Donc j'ai décidé d'organiser des élections libres et transparentes et de partir et pendant dix je me suis occupé de l'humanitaire, du maintien de la paix et représentant des Nations Unies, lutte contre la drocinkilose, lutte contre le Poliomyélite avec Mandela, avec le Président Carter avec lequel j'ai travaillé beaucoup à l'intérieur du pays et des autres pays Africains, aussi bien le Mali. J'ai trouvé ma voix, et je me suis occupé de plusieurs médiations à travers notre continent.

NC: Monsieur le Président, apparemment c'est une sorte de réaction instinctive, que beaucoup de gens on a condamné le coup d'Etat. Cependant, comme en témoigne votre coup d'Etat en 1991, on voit que quelquefois, les coups d'Etats peuvent mener des changements politiques très positifs. Pouvez-vous nous parler des portées des coups d'Etat actuel en Afrique, et comment peut-on savoir si un coup d'Etat est positif ou négatif?

ATT: Bon d'abord, il faut reconnaître une chose, dans un premier temps, tous les coups d'Etat sont négatifs; c'est un recul. Le coup d'Etat est une réponse de non-réponse. A partir du moment, ou un problème politique se pose et que nous n'avons pas la capacité,

les politiques non pas la capacité de donner une réponse politique. Alors l'armée intervient. Parce que le blocage est fait. Il n'est pas prévu comme dans la constitution des Etats-Unis pour déstabiliser et sinon destituer un Président. Cela n'a pas été prévu dans plusieurs de nos règles. Donc le processus n'est pas en cours. Et il n'y a aucune cour à dimension qui est au dessus du Président de la République, lui permettant d'imposer un moment que le Président de la République incapable face à une situation est tenu à démissionner et à rendre le pouvoir. Parce que si le Président démissionne et qu'on reste dans la constitution, il n'y aurait pas eu de coup d'Etat. Donc on allait appliquer tout simplement la constitution parce que là c'est prévu. Mais à partir du moment où le Président et ses partisans refusent de partir, ils n'ont aucune réponse. Donc la réponse, c'est une troisième, et la troisième réponse c'est l'armée, qui est une force organisée, qui a des officiers aujourd'hui qui ont été à West Point, à Sunders, comme moi à l'académie, à l'école de guerre à Paris et tout, donc ce sont des officiers qui ont un niveau intellectuel assez cohérent. Y'a pas de problème. Ils viennent, facilement, ils prennent le pouvoir, en disant que les civils sont incapables de gérer le Pays. Celui-là a fait temps, à vingt ans. Etant donné que c'est mauvais, nous, on est venu. On suspend la constitution. On fait le coup d'Etat et on prend le pouvoir. Mais, j'avoue que je suis poutchiste. Je suis passé par là. Mais je ne suis pas d'accord, parce que c'est la négation et l'échec du politique qui n'a pas une solution politique qui engendre le coup d'Etat. Donc la plupart, qui viennent des militaires Africains, ils viennent avec une bonne volonté au départ. Au départ, presque tous ont la bonne volonté. Ils se disent, je vais venir, on va préparer et ensuite je vais partir. Mais, il y a deux trois choses qui les retiennent. La première, d'abord c'est l'individu lui-même, dans certains cas, il n'a pas tenu parole lui-même. Dans un deuxième temps, il est plus dans un entourage qui a eu un engrenage et eux ne veulent pas quitter le pouvoir, aussi bien des militaires que des civils. Le troisième point aussi est important, parce qu'on a réussi à leur faire croire que c'est eux qui sont la solution. Donc les trois points, l'un dans l'autre, mais tout dépend du leader. Moi, nous sommes arrivés sur ça. Je suis convaincu que c'est parce que moi j'ai pris la décision depuis le départ et que c'est comme ça, ça va se faire. Et les unités que je commandais étaient les unités les plus fortes de l'armée. Donc nous étions capables, et j'ai même arrêté des officiers qui n'étaient pas d'accord avec nous. Donc je crois que si le leader est droit et tient parole, il y'a aucun problème. Tout le reste, quelles que soient les influences, il peut les dépasser si en tous cas le rapport de force lui est favorable.

NC: Monsieur le Président, y a-t-il des qualités personnelles spécifiques ou des différences biographiques qui distinguent les chefs d'Etat qui quittent volontairement le pouvoir, des autres qui tentent de s'agripper d'une manière indéfinie ?

ATT: Bon, d'abord, il faut remarquer, quand même, que comme je l'avais dit, il y a effectivement, le milieu. Le milieu, l'environnement, est extrêmement important en Afrique. On est né dans un environnement, on est éduqué par un environnement, on a grandi dans un environnement. Donc l'état d'esprit est conforme à ce que l'éducation t'a donné. L'éducation familiale, l'éducation scolaire et ta personnalité elle-même. Donc cela est extrêmement important dans la définition de l'officier. Voilà, donc ça, ce sont les qualités humaines et biographiques. En deuxième point également, il y a des qualités éthiques, d'un officier. Un officier, il porte des gants blancs, parce qu'il est blanc, il est

innocent, il est transparent, et il est clair. L'officier n'est pas marié à un régime, mais il est marié à la République. C'est un serviteur de la République. Donc si il arrive à intégrer cela, ça fait partie de sa formation militaire, intellectuelle et morale. Bon, le troisième point, il y a effectivement des effets contraires aussi. Il y a pas une Afrique, il y a plusieurs Afriques. Vois, dans certains pays, notre mentalité à nous n'est pas la même mentalité qu'eux. Il a certaines valeurs que nous ne partageons pas avec eux. Il a certaines choses lorsqu'on le fait ici chez nous, c'est extrêmement grave. Mais je connais d'autres Pays, loin, si vous le faites, c'est tout à fait normal. Lorsqu'on vient au pouvoir, on prend le pouvoir, on s'installe, on installe sa famille, on installe son ethnie, on installe sa région, parce qu'on dit, cette fois-ci c'est notre tour, nous allons garder. Et même si l'autre veut partir, on lui dit: "Ah non, nous avons pris le pouvoir, c'est notre tour cette fois-ci et vous aller rester". Donc, parfois l'officier lui-même, qui est chef, est pris en otage par le clan, par la famille, par l'ethnie, et par la région, et parfois aussi par des intérêts, internationaux importants. Pour certains pays miniers, ou bien certains pays pétroliers, ou y a des gens dont l'approvisionnement part de là, ils ont intérêt d'avoir la paix et la stabilité. Donc ils préfèrent avoir un régime fort, pas démocratique. Ca ne les intéresse pas! Ils préfèrent avoir un régime très fort qui préservera la paix, la stabilité, l'ordre, pour que leurs affaires se passent bien.

NC: Monsieur le Président, parmi les nombreux observateurs politiques que j'ai interviewés. Beaucoup d'entre eux ont identifié des distinctions significatives entre ces leaders issus de l'armée et ceux qui viennent de la population civile. Avec le sentiment général que les chefs d'Etat civils sont plus sophistiqués et ont moins soif de pouvoir que les compatriotes militaires. Cependant avec vous, on a l'exemple d'un leader issu de l'armée, mais qui a incontestablement beaucoup fait dans le sens de la démocratie, de la limitation de la durée au pouvoir et des droits de l'homme, plus qu'un nombre incalculable d'autres leaders militaires et civils. Pouvez-vous nous parler des différences consistantes, si différences il y a, sur la vision du pouvoir politique entre les leaders issus de la population civile et ceux qui sont issus de l'armée, ou est-ce que cette distinction est un non-sens?

ATT: Moi dans un premier temps, je ne suis pas d'accord avec ceux qui disent que le militaire est meilleur au civil. Je pense que d'abord, que tout est une question d'homme. Tout est problème de qualité d'homme. Je connais des chefs d'Etat civils qui sont des dictateurs. Nous avons connus des chefs d'Etat civils qui ont modifié leur constitution. Nous avons connus des chefs d'Etat civils qui sont au pouvoir depuis des années et des années, et qui reviennent toujours au pouvoir, qui ne partent jamais. Nous en connaissons aussi, dans l'armée. Donc moi je pense que dans les deux cas les civils ne sont pas meilleurs aux militaires. Cependant, le civil est préparé politiquement. Le militaire est préparé dans le cadre du commandement. Donc il sait gérer les hommes. Cela est un atout extrêmement important, mais j'avoue que si on me demandait, je pense que tout reviendra à la qualité d'homme. Nous avons connu des dictateurs militaires, mais nous avons connus aussi des dictateurs civils. Mais en général les dictateurs civils ont toujours utilisé l'armée pour exercer leur dictature aussi. Parce que également il faut le remarquer et le retenir. Donc maintenant, tout dépend de qui se trouve autour de l'homme, comment on le guide. Parce que parfois il ne s'appartient pas à lui-même. Il appartient à un groupe qui le

gère dans le cadre de leurs intérêts. Même si il veut aller, Ah non. Les autres disent: " tu restes!". Dans un deuxième temps, aussi, il faut reconnaître qu'il y a certains qui ne savent pas si ils partent, qu'est-ce qu'ils vont faire. Donc il y a la crainte aussi de partir. Raison pour laquelle, avant, les gens partaient sur deux ou trois choses : soit, ils partaient parce qu'ils sont morts, soit, ils partaient parce qu'il y a eu un coup d'Etat, ou bien, ils partaient parce qu'il y a eu une résurrection, une révolution impossible et il est obligé de quitter le pouvoir. Maintenant, il faut donner une troisième voie: la voie de faire son mandat, de finir de le mettre dans des conditions humaines, dans des conditions pour qu'il puisse vivre décemment. Le mettre dans des conditions pour que un Président de la République ne parte pas demain se promener n'ayant même pas de quoi nourrir sa famille. Donc, je pense qu'en dégagant des conditions bonnes pour permettre de garder l'image du pays et qu'il a des avantages pas exagérés, mais des avantages louables. Je pense que cela est une incitation à aller. Raison pour laquelle le milliardaire Soudanais qui a décidé depuis quelques années. Il dit pour tous ces chefs d'Etat Africains qui va partir, on lui donne 5 millions de dollars. Et chaque année, on va lui donner 200 mille dollars jusqu'à sa mort. Mais c'est tentant! C'est tentant! Ca c'est tentant! Bon, ça, c'est un milliardaire qui donne. Mais, certains aussi sont là-dedans parce qu'ils ont peur de quitter. Donc, il va falloir qu'on trouve vraiment un statut d'ancien chef d'Etat, qu'on sache tourner la page. Qu'on sache également, le mettre dans des conditions comme aux Etats-Unis par exemple, qu'on lui donne une bibliothèque, qu'on lui donne un moyen de vivre, qu'on lui donne une sécurité, et de temps en temps qu'on l'appelle, s'il y a des problèmes de l'Etat auxquels il peut donner son avis. Je pense que c'est tout.

NC: Monsieur le Président, dix ans après avoir restitué le pouvoir en 1992. Vous étiez arrivé à remporter démocratiquement les élections présidentielles de 2002. Et en temps que civil devenant ainsi le chef d'Etat du Mali pour la deuxième fois. Qu'est-ce qui vous a motivé encore une fois à vouloir devenir chef d'Etat du Mali ? Et pouviez-vous prévoir en 1992 que dix plus tard, vous seriez capable de retourner au pouvoir en étant Président démocratiquement élu ou étiez-vous simplement surpris d'un tel résultat ?

ATT: En vérité, en partant le 8 juin 1992, je ne pensais pas revenir au pouvoir. Il y a mon oncle qui m'a dit, parce qu'il y a eu un problème sérieux pendant la transition, y a des gens qui voulaient que je reste, y a des gens qui voulaient que je parte. Je pouvais gagner les élections, peut-être, parce que j'étais venu avec une légitimité et une très grande popularité, et donc les gens étaient fatigués de ce qui se passait au compte politique. Pour eux, ils avaient besoin d'un sauveur aussi, même si je ne suis pas un sauveur, ils avaient besoin d'un sauveur. Et bien, quelqu'un était là avec l'armée. Donc, cela a été extrêmement important. Mais, j'avoue qu'en partant, mon oncle m'a dit: " Tu es un soldat. Qu'est-ce que tu choisis ? Tu choisis l'honneur ? Ou bien, tu choisis la politique ?" Mais en politique, on peut avoir les deux ! J'ai dit: "Je suis un soldat, je préfère la médaille, je préfère les honneurs, et je suis un guerrier." Pour un guerrier, c'est l'honneur qu'il faut lui donner. Après sa conquête, il faut lui donner des médailles, des médailles. Donc, il m'a dit: "Est-ce que tu préfères être un politique ou bien tu préfères être un héros?" J'ai dit: "Moi, je préfère être un héros!" parce que dans ma mentalité militaire, dans mes guerres et tout, je m'identifie à des grands officiers à travers le monde qui ont fait des grandes guerres, qui sont des héros nationaux. Je voudrais être un héros. Bien qu'un type comme

le Président Eisenhower ait été non seulement un grand chef militaire, Il a été un héros, mais il a été Président aussi! Donc il y a toujours des cas d'exceptions. Je ne pensais pas venir, et je ne voulais pas venir non plus. Parce que nos pays sont difficiles à gérer. J'étais venu dans quelque chose que je ne comprenais pas beaucoup. J'ai pu me débrouiller pour sortir. Je ne voulais pas revenir. Mais je me suis engagé à l'extérieur, dans le maintien de la paix, représentant du secrétariat général des Nations Unies. Et j'ai travaillé avec le Président Carter, sur les maladies. J'ai travaillé avec le Président Carter sur la paix en Afrique centrale, au Burundi, au Rwanda, et au Zaïre. Donc, le Président Carter et moi, on a travaillé sur plusieurs projets. J'ai travaillé avec le Président Mandela sur la lutte contre la poliomyélite. Donc pratiquement, j'ai fait beaucoup de conférences partout, même à l'école de guerre aux Etats-Unis. Je suis parti pour aller faire une ou deux fois des exposés pour expliquer un peu la conception militaire et civile et du reste. Donc vraiment j'ai trouvé ma voix et j'étais tranquille. Mais, la classe politique malienne, dix ans après, ça n'allait pas. On n'a pas réussi à faire une cohésion. On n'a pas réussi à s'entendre. Tous les partis, se sont divisés une fois, deux fois, trois, quatre fois et il y avait un problème de blocage terrible, personne n'avait confiance en l'autre. Face à cette situation, j'ai eu des mouvements qui m'ont abordé, qui m'ont dit, qui m'ont expliqué et au début j'ai dit : « Non, cela ne m'intéresse pas ». Mais ils m'ont dit : « Mais, pourquoi tu es venu en "91 ? Ce n'était pas pour donner un coup de main au pays? » J'ai dit : « Oui ». Ils disent : « Mais cette année, c'est la... c'est... C'est cette année aussi il faut ! ». Je dis : « mais cette année ce n'est pas la même chose ! Il faut qu'ils trouvent des réponses politiques à leurs problèmes. Mais je ne veux pas amener une réponse militaire ! » Je vais réfléchir et lorsque j'ai décidé, je dis : « je fais une petite expérience la première fois en "91, j'ai fait une petite expérience à travers les missions des Nations Unies, les conférences, j'ai passé plusieurs lieux dans plusieurs pays, dans plusieurs continents. Donc j'estime que maintenant, si en "91 je n'étais pas préparé à être Président, c'est fois je suis préparé dix ans après parce que j'ai beaucoup appris. » C'est à ce moment, que j'ai décidé de me présenter aux élections. Parce que je savais que la classe politique qui était là n'était pas cohérente, et n'était pas unie. Donc je me suis présenté aussi, et je l'ai dit aux élèves de Science Po, c'est un cas particulier, j'ai été présenté candidat indépendant, sans parti politique. Donc il a des mouvements de femmes, des mouvements de jeunes, et des mouvements qui se sont réunis autour de moi. Il y a certains partis politiques qui n'avaient pas, qui n'ont pas de candidat qui nous ont rejoints, c'est à partir de là que j'ai gagné les élections. Mais tout de suite après la prise des élections, j'ai proposé une réponse. J'ai dit : « Moi, je n'ai pas de parti. Vous vous avez des partis. Les partis, les mouvements et tout le monde, pour que nous puissions travailler ensemble, j'ai une idée. Il y a une forme de démocratie que nous devons mettre en place en Afrique. Tout en conservant les bases universelles de la démocratie, il faut qu'il y ait un plus. Et ce plus c'est la gestion consensuelle du pouvoir. Il faut que l'on se mette tous ensemble. Chacun reste ce qu'il est, les identités normales, la critique normale. Mais il faut que nous travaillions ensemble. » C'est comme ça que j'ai pu regrouper quarante et un partis maliens et j'ai constitué un gouvernement d'à peu près trente-cinq, d'à peu près vingt, vingt-cinq membres et tous ensemble on a dégagé une majorité à l'assemblée, parce que j'ai pris surtout les partis qui ont des députés à l'assemblée. On a constitué une majorité présidentielle, et c'est avec cette majorité que nous avons gouverné pendant cinq ans sans problèmes.

NC : Monsieur le Président, la plupart des gens n'obtiendront jamais ce niveau d'estime que l'on réserve à un Président. Qu'est-ce que cela fait personnellement, de savoir que vous avez été démocratiquement élu, par les citoyens de votés, à la fonction la plus haute et la plus estimée du territoire. Et en général, pensez-vous que temps que maintenir se niveau d'estime est un facteur de motivation pour les leaders Africains ?

ATT: Parfaitement. D'abord il faut reconnaître j'ai souvent dit : « je je n'ai pas de vie de famille, je n'ai pas, je n'ai même pas de vie ! » Je suis dans mon bureau. Je suis dedans les conférences. Je ne vois même pas mes enfants, je ne vois pas mes petits-enfants. Donc tout ça pourquoi ? D'abord, il y a l'esprit de soldat que je suis. Je suis en mission pour moi. Ca c'est encore le soldat. Le deuxième point est et c'est là, c'est extrêmement important, c'est que le Mali a eu plusieurs Présidents. Mais je suis certainement celui qui a été le plus gâté. Par la sympathie des Maliens. On ne m'a jamais appelé mon nom. Mon nom c'est Amadou Toumani Touré. Ils appellent ATT. Même mon petit fils m'appelle ATT. Donc c'est ce truc, sympathique, amical, sentimental. C'est comme ça tous les Maliens, sauf d'un cas des si je suis par là ils disent pas Monsieur. Si je suis là, ils disent là » Monsieur » et dès qu'ils quittent, ils parlent d'ATT. Partout, c'est ATT. J'ai trouvé ce petit, cette petite contraction de nom affectif. Et je sais que dans notre deuxième mandat, nous avons fait énormément d'efforts, tout ce que les gens croyaient qu'on ne pouvait pas faire, nous avons réussi à la faire. Avec le waouh... avec le même... avec le meilleur... avec le milieu... Avec le meilleur challenge aujourd'hui, c'est avec l'aéroport international de Bamako. C'est des milliers d'hectares que nous sommes en train de faire, c'est des dizaines de kilomètres de routes que nous sommes en train de réaliser. La Banque Mondiale, avec tous les autres partenaires : L'Union Européenne, les partenaires bilatéraux, les États unis avec [incompréhensible], donc on est arrivé à dire tout ce que nos pères ont dit nous on veut faire. Nous on est entrain aujourd'hui de la faire, cinquante ans après. On n'a pas tous fait. Il y a beaucoup qui va rester. Mais je pense que tout cela, non seulement comme vous l'avez dit, c'est un sentiment d'orgueil et de fierté sur ma personne. Mais c'est un défi aussi. J'ai dit : « Le Mali m'a tout donné, et moi je ne peux rien de lui refuser non plus ».

NC : Et c'est vrai tous les gens disent ATT, ATT. Monsieur le Président, en tant que leader, quelle importance donnez-vous à votre réputation domestique ? Est-ce qu'il vous êtes arrivé de considérer, au moment de prendre des décisions importantes, votre réputation domestique ?

ATT: Tout à fait ! J'avoue que je joue moins sur ma popularité, sauf parfois lorsque la situation est très grave. Là, je vais vers les Maliens et je leur parle. Chaque fois qu'il a une situation difficile, extrêmement grave, je laisse le gouvernement gérer. Le gouvernement ne réussit pas, nous allons faire appel à la société civile. Nous allons faire appel à nos à nos à nos religieux. Nous faisons appel à tout le monde parce que nous avons une société, j'essaye de jouer sur la société traditionnelle et sur la gouvernance traditionnelle et sur la gouvernance également classique. Donc, j'essaye de mêler les deux chaque fois qu'il a une possibilité de mettre une passerelle. Donc, lorsque cela ne va pas, j'écoute. J'appelle les, des gens indépendants, des anciens premiers ministres. J'écoute les

anciens Présidents. J'écoute également des personnes que j'appelle des personnalités, des hauts fonctionnaires. J'appelle des vieux traditionnels et je les écoute : « Quel est ton point de vue ? Comment on doit faire pour ce problème ? Comment est-ce que nous faisons pour trouver une solution ? » Vous avez vu par exemple le code de la famille. Le code de la famille contrairement à ce que les gens croient, c'est, c'est...

Il y a eu des problèmes parce que nous n'avons pas bien communiqué. Et les gens ont pensé que c'est l'occident qui est en train de nous dire de nous dicter son code. Ils n'ont pas compris que c'est un code qui n'est pas pour la femme ni pour l'enfant. C'est un code qui est pour, d'abord, la personne. Lorsque les autres se sont mis en manifestation grandiose, pour dire : « Nous on n'est pas d'accord avec ce que vous avez fait. Nous ne sommes pas d'accord avec ça. » On dit : « Béh très bien ! » Moi je respecte votre désaccord. C'est parce que, peut-être qu'on ne vous a pas bien expliqué, ou bien nous avons été incapable de faire une bonne communication. Dans ce cas, moi j'ai (or « je » réfléchis) réfléchis. J'ai appelé tout le monde. J'ai écouté les institutions. J'ai écouté les personnes ressources. J'ai écouté nos Grands Chefs, de, nos Grands Chefs traditionnels. J'ai écouté des journalistes. J'ai écouté la justice. Après avoir écouté tout ça. J'ai dit : « Bon, dans ce cas ! »... Tout le monde, sauf un, m'a dit : « Président, ça n'est pas mûr. Renvoyons à une deuxième lecture. Corrigeons pour essayer de faire... Il n'est pas nécessaire d'avoir une bonne loi que personne ne veut. Tant il vaut mieux avoir une mauvaise loi que tout le monde veut. Dans ce cas, une loi est comprise, mieux elle est exécutée. Donc, c'est pour vous donner cet exemple. Ma manière de voir c'est la concertation, c'est l'ouverture, c'est l'écoute, c'est l'association, mais après tout la décision me revient et je l'assume. Et je pense que voilà un peu ma manière de faire. J'utilise beaucoup la gouvernance politique classique, mais je peux beaucoup dans la tradition et la mentalité et le comportement malien.

NC : Monsieur le Président, actuellement les sciences politiques fonctionnent selon une hypothèse occidentale pessimiste, de la maximisation de la durée du leadership qui est l'objectif (premier ou primaire) et universel des leaders en Afrique et partout ailleurs, est de maximiser la durée au pouvoir. Bien sûr qu'il y a toujours des exceptions à toute supposition générale. Mais en général, est-ce que ça, c'est un bon moyen pour les académiciens occidentaux de réfléchir sur les motivations des leaders en Afrique, ou y a-t-il un meilleur moyen?

ATT: Bon, moi je pense qu'il faut voir un peu tous les pays. Aux États-Unis par exemple, le pays, le Président de la République, le Président des États-Unis ont deux mandats de quatre ans. Et après les deux mandats de quatre ans, même s'il est le meilleur, il doit aller, en fonction de la constitution des États-Unis qu'on doit respecter. En Europe parfois c'est différent. Si nous essayons de voir certains pays, que je ne citerai pas le nom ! Je connais un pays, un très grand pays en Europe, où le premier ministre qui exerce la réalité du pouvoir est resté 17 ans au pouvoir. Lorsque je suis parti en Malaisie, j'ai demandé : "quel est le secret de la Malaisie ?" On me dit : « notre secret, c'est que la planification » et c'est le premier ministre... Mohammed Matir qui est au pouvoir depuis 20 ans. Parce qu'il a regardé, il a fait, ils ont fait une vision très prolongée. Donc il y a deux classes, qui se battent. Il y a certaines classes qui ont dit : « Non, pourquoi faire laisser quelqu'un dépasser dix ans ? À partir du moment qu'il a fait dix ans, il doit quitter, quelqu'un d'autre



doit venir. » Nous dans notre conception, par exemple c'est ce que nous avons gardé, et c'est ce que nous avons choisis. Mais d'autres pays ont préférés avoir, se donner le temps d'aller plus d'en le développement. Parce qu'il faut se poser la question a (d'avoir) est-ce que la limitation du pouvoir est démocratique ? Est-ce que c'est démocratique de dire partout un homme, parce qu'il est, parce qu'il a fait dix ans, il doit quitter obligatoirement, et quelqu'un d'autre doit venir, peut être qui sera moins, qui sera plus mauvais que lui. Moi, je pense que le Mali a choisi, par moi, parce que c'est moi qui aie imposé à la constitution première qu'il faut deux mandats, et tout ! Donc ça, ça ne discute pas. Mais lorsqu'on essaye de voir également les autres, je les critique pas, parce que tout compte fait l'argument qu'ils nous retournent, mais si la population ne veut du Président, même s'il veut un quatrième mandat, ils n'ont qu'à voter contre lui et on le renvoie à la maison. Mais ce n'est pas normal qu'un texte comprenne et on dise à partir de ce texte : « On ne met que ça. » Au début d'une démocratisation, c'est nécessaire. Parce qu'il faut l'alternance, et tout. Mais aujourd'hui, j'ai l'impression que l'alternance à plutôt un côté de dire : « Il faut... maintenant, vous avez fini. Partez, c'est notre tour. » Je pense que cela aussi c'est tout à fait objectif, c'est humain et je le comprends, donc je ne le critique pas. Ceux qui ont décidé de faire le changement, ils l'ont fait en fonction de leur pays et en fonction de leur réalité. Mais moi, je conseille au Mali de garder deux mandats, dix ans. Et après dix ans l'alternance. Je n'ai pas demandé aux Maliens leur avis, moi j'ai dit c'est comme ça que moi je pense et voilà ce que moi je vous conseil.

NC : Monsieur le Président, a quel point la pression internationale occidentale, si pression il y a, est responsable du fait du nombre croissant de leaders qui choisissent de quitter volontairement le pouvoir souvent à la période de la fin de la guerre froide, 1990 ?

ATT: Bon, à partir de 1990, je crois qui a eu un changement profond. Il y eu par exemple, la rupture du mur de Berlin. Il y a eu le discours de La Baule et l'Occident a changé de manière de faire. Parce que jusque-là, il y avait des régimes que les Occidentaux supportaient malgré tout. En fonction de leurs intérêts économiques et miniers. Donc pour eux, ils supportaient ces Présidents, et ils les ont accompagnés, ils les ont supportés, ils les ont mis au pouvoir parfois, parce qu'il a certains coups d'État aussi qui ont été provoqués par les occidentaux (rires), pour mettre celui qui, et leur homme au pouvoir. Et ils ont fait toujours pour le garder. Mais je pense qu'à partir de, comme vous l'avez dit 1990, les choses ont changées. À partir du mur de Berlin qui a éclaté, y a une autre dynamique universelle qui a été créée. Cette dynamique universelle avait déjà commencé en Afrique, là également les gens ont commencé à faire la quête. Parce qu'après... avant les indépendances on avait le multipartisme. Oui ! On avait le multipartisme. Mais dès que l'indépendance est arrivée, seulement un quelques pays ont gardé le multipartisme, tous les autres ont supprimé le multipartisme. En disant : « Pour un début nous avons besoin de mettre tout le monde ensemble ». Mais malheureusement en mettant tout le monde ensemble il y des gens qui seront dehors. Donc c'était peut-être une volonté. Et certaines constitutions qui étaient même votées pour un parti d'état, unique et parti d'état. Donc nous avons connus toutes ces expériences. Nous avons connus toutes ces expériences. Mais j'avoue, que pendant longtemps, l'inter... eheheh... Je ne dirai pas les Occidentaux, mais les grandes... les grandes sociétés occidentales joueront leur intérêt. S'ils n'ont confiance à quelqu'un qui est trop patriote et trop indépendant, il ne fait pas

leur affaire. Donc soit ils ne vont pas l'aider à venir, soit ils vont l'aider à partir le plus tôt. Mais je pense que le plus important c'est que depuis 1990, les choses ont changé. Il y a une nouvelle mentalité et surtout il y a de nouveaux Présidents. Il y a eu de nouveaux Présidents. Nos pères de l'indépendance ont fini. Ceux qui sont venus après eux qui sont surtout des régimes militaires ont terminé. Et ensuite avec l'Union africaine, avec les troupes des mesures ont été prises. Donc au niveau des États-Unis qui a un principe clair ? Lorsqu'un pays fait un coup d'État, il dit nous n'avons rien avoir avec ce pays. Donc il y a tous ces points qui ont fait qui a des gardes folles qui ont été mises par l'occident, par euh, dans son exercice sur les textes ils l'aident. Parce que dès qu'un pays, on l'isole complètement. Pour les États-Unis le principe est clair, ils ne supportent pas un pays qui est venu par la voie du coup d'État. Voilà, donc moi je pense que c'est là l'occident à jouer un rôle très important dans le cas de cette mentalité, jouant un rôle comme un gendarme aussi sur nos pays, parce que dès qu'il y a quelque chose qui ne va pas, ils disent : « Ah, non. On n'est pas d'accord. Il faut faire ça. » Mais là également il nous enlève une part de notre souveraineté qu'ils nous dictent en fonction de leur lecture.

NC : Monsieur le Président, y a-t-il une différence culturelle fondamentale qui survient entre la manière dont les Africains voient leurs leaders et la manière dont la population occidentale voit leurs leaders, le leur ? Y a-t-il des choses différentes que c'est deux, c'est deux différentes populations respectent et admirent chez un leader ?

ATT: Mais moi je pense quand même que tout est une question de mentalité, et de manière de voir. D'abord la démocratie occidentale est une démocratie d'affrontement et de confrontation. Parce c'est une vieille démocratie, c'est l'affrontement par les jurements, c'est l'affrontement par les hommes, c'est l'affrontement par comment on appelle là, c'est l'affrontement par les trucs d'opinion là... les sondages... les sondages d'opinion ! C'est l'agression dans la dénonciation, tout se dénonce, tout est regardé, tout est pris contre eux. Donc nous avons vu au niveau des États-Unis des cas de candidats brillants qui ont été obligés de renoncer à cause d'un passé, que d'autres sont venus le mettre au moment où ils étaient en train de travailler. Nous avons vu en France, où bien dans d'autres pays où on éclate des affaires, uniquement pour éclabousser, pour gêner, et mettre certains dans des conditions extrêmement difficiles. Ces démocraties à l'occidentale sont une démocratie d'affrontement. Elle n'est pas bonne pour nous. Nous devrions avoir les mêmes principes de bases que la démocratie occidentale, mais nous devons avoir une démocratie beaucoup plus ouverte, qui est liée à notre histoire, à notre tradition. Nous sommes un pays solidaire. Nous sommes un pays communautaire. Nous sommes un pays ouvert, et nous sommes un pays de consensus. Raison pour laquelle, le Mali dit : « il faut une autre voie politique. »... Moi, ATT, la voie politique que je préconise, c'est la gestion consensuelle du pouvoir. Qui permet de mettre en synergie tout le monde ensemble, dans nos différences pour que nous puissions exercer le pays. Et je pense que notre démocratie en cinq ans, les derniers cinq ans de 2002 à 2007 a fait un bond extrêmement positif. Donc moi je pense que nous n'avons certainement pas la même manière. C'est sûr qu'on ne peut pas gérer un pays africain comme on gère les États-Unis. Mais on ne peut pas gérer les États-Unis aussi comme on viendrait gérer le Mali (rires), c'est impossible. Nous avons des populations, nous avons des contraintes, nous avons des mentalités, nous avons un pouvoir économique extrêmement important, nous avons un pouvoir politique très

important, nous avons également des contres pouvoirs plus puissants, et nous avons l'opinion qui décide de tout (rire). Et donc, jusqu'au présent, nous n'avons pas totalement ces contraintes. Mais si on me disait, le jour où je serai professeur à l'école de ceux qui veulent être Président. Si on me demande : « Quel est le sentiment, quelle est la caractéristique la plus importante pour être Président, je dirai : “C'est le bon sens ! »... Avec le bon sens, vraiment (rire) on arrive à résoudre pas mal de problèmes. (Rires).

NC : Monsieur le Président, est-ce que de manière générale, les populations africaines supportent et embrassent une plus longue durée au pouvoir pour les leaders que les populations occidentales? Si oui, pourquoi ? Ceci est-il en train de changer avec le temps ?

ATT: Mais chez nous. Vous savez que nous sommes, tel que le Malien, nous sommes un pays de tradition de grand pouvoir. Nous avons connu depuis le 7<sup>e</sup> 8<sup>e</sup> siècle l'empire du Ghana, dont le Ghana porte le Nom, était un, un pays arbitre, était un état économiquement fort et organisé. Et nous avons connus l'Empire du Mali, nous avons connu l'Empire [incompréhensible], nous avons connus l'Empire..., nous avons connus l'Empire... Tous nos Empires sont décentralisés. C'est-à-dire y a des provinces, des royaumes qui étaient centralisés qui étaient décentralisé. Et c'est qui était surtout, c'est l'ossature, c'est-à-dire la décision de l'Empereur et surtout surtout y avait des contres pouvoirs aussi. Parce que les Rois et les Empereurs africains ne pouvaient pas faire ce qu'ils voulaient. Il y avait des limites à ne pas dépasser. Si vous dépassiez ces limites, vous êtes destitué. Et je crois que dans nos Empereurs, il y a même un Empereur qui a été destitué parce qu'il ne répondait plus à l'éthique. Et je pense que cela est extrêmement important de... le complément de la phrase ? De la question ?..... Mais je disais par exemple que lorsqu'on prend l'Europe, le premier ministre il reste le plus longtemps possible, jusqu'à ce qu'il perde la majorité. Je connais un grand Pays occidental où le premier ministre est resté 17 ans ! Mais lorsque vous allez dire à un Président Africain de rester 17 ans, tout le monde va dire : « Mais vous êtes complètement fou ! »... Moi je crois que c'est une question de maturité aussi la démocratie. Nous nous sommes dans un début de processus fragile, nous sommes dans un début de processus qu'il faut. Peut-être un jour nous allons atteindre un certain niveau. Ensuite cela dépend également du type de pouvoir que nous avons. La plupart, en tout cas, pour ceux qui sont les pays dont je parle, ils ont un type de pouvoir parlementaire. Il y a des lieux où ils ont un pouvoir présidentiel. Il y a des régions où ils ont comme chez nous, semi-présidentiel, moitié parlementaire comment on appelle... parlementaire d'abord... moitié d'abord... présidentiel... donc ça dépend de l'origine et ça dépend du niveau et du type de régime dont on a pris. Mais moi en toute objectivité, je pense que lorsqu'un pays a un dirigeant qui respecte, qui comprend, qui peut les amener loin, il est bon que le peuple lui-même se définisse en toute liberté pour décider. Je ne le conseille pas aux Maliens, je voudrais que le Mali garde ce qu'on a, parce que je ne fais le problème vis-à-vis de ma personne, mais en tant que partant je peux donner ce que je pense parce que je l'ai vécu pendant 10 ans. Nous pensons que la limitation de mandat est une bonne chose, mais il faut la limiter dans la qualité du choix des hommes, dans la qualité de la gouvernance, et dans la qualité également de la, du contact avec les populations, et cela est extrêmement important. Celui qui vient avec un style occidental, en tant que Président africain, il ne peut pas gérer. Moi

mon style par exemple, tout de suite lorsqu'on fini, je prends ma voiture. Je conduis moi même, je vais en ville. Je m'arrête au feu, je salue... il y a les passagers qui me saluent. Je vais voir mes petits fils. Je m'arrête quelque par. J'écoute. Je regarde les sentiers. Mais... libre... il y a un petit véhicule sécurité qui est derrière moi, qui me suit. On s'arrête au feu, on fait tout. Donc j'ai un contact direct avec la population malienne. Lorsque je vais à l'intérieur, je vais voir les villages. Je les écoute, je leur parle, ils me disent leurs préoccupations. Donc je cause avec eux. Donc je suis au courant. Je m'assoie sur leur natte et on me dit ce qui y a. donc pratiquement, mon style a été un style direct. De contact direct. Certainement de tous les Présidents du Mali, je suis celui qui a été le plus dans la population malienne que tout le reste. Donc ça également c'est un style dans la simplicité, mais quant même dans également le respect de nos traditions d'ainés et nos traditions des anciens et je pense que cela aussi est une qualité extrêmement importante. Celui qui va être Président du Mali, demain je lui dirai : « Si tu as cette qualité, tu vas rester longtemps. Si tu n'as pas cette qualité tu vas partir très tôt ! »... rires...

NC : Monsieur le Président, comment voudriez-vous que l'on se souvienne de vous dans le futur par les historiens domestiques et internationaux ? Et prenez-vous activement en considération des implications historiques des décisions importantes au moment de les prendre ? Ou êtes-vous plutôt intéressé par l'effet immédiat ?

ATT: Bon, d'abord. Vraiment... je ne suis pas très porté sur les médias... Je communique bien parce que j'arrive à dire ce que je veux simplement, pourquoi ? D'abord je suis enseignant de formation, donc pédagogue. deuxièmement je suis instructeur militaire, commando parachutiste, donc je suis, pendant tout mon temps j'ai fait 20 ans en train d'apprendre aux soldats comment monter... faire des...[incompréhensible] détruire un char... donc j'ai une, j'ai un raisonnement pédagogique et psychologique extrêmement important parce que ma matière première c'était les hommes. Je ne suis un professeur dans une université où je vois des élèves que je ne connais pas, je sors je ne connais personne. Moi chaque homme qui est à côté de moi, je lis sa peur, je lis ma peur et je l'encourage et je lui dis... on se parle et je prends les mêmes risques que mes hommes... lorsqu'on saute pas avions, ou bien qu'on fasse des exercices des trucs.... Donc j'ai été lié à mes hommes c'est problème de caractère quand même que je pense positif et qui m'a beaucoup aidé dans la gestion de l'état. Moi en toute objectivité pour la presse internationale, tout dépend de l'interprétation que l'on fait de la personne. Et ensuite cela dépend également de certains qui ont les moyens de vous noircir ou les moyens de vous blanchir. Ensuite la presse internationale pour une certaine part également, ils ne nous connaissent pas. Ils nous apprennent à travers une autre presse, est-ce que cette presse est objective oui ou non ? Donc c'est là également, est un point très très important qu'il faut retenir. Mais par contre au Mali, mon souci le plus important, c'est qu'un jour le 26 mars je suis rentré dans l'histoire, Lieutenant-Colonel. Et souhaiterais un jour sortir du pouvoir pour aller m'occuper de mes petits enfants et mon champ de riz. Les gens m'on dit : « Qu'est-ce que tu vas aller faire ? »... Je dis : « Moi je vais aller cultiver le riz ! »Et je vais... parce ce que ce que je viens de là, la vie de Président n'est pas une vie. Ce n'est pas une vie. Moi je voudrai sortir et mener une vie libre. Je veux aller au cinéma. Je vais au ... comment on appel là... je vais danser... Je vois aller voir tout. Et je suis libre, je n'ai aucune contrainte et lorsque n'y a pas de carburant, n'y a pas d'essence, y la grève ce

n'est pas moi, je ne suis pas intéressé... je préfère également cette vie après avoir vécu une vie particulièrement dure. Je vous dis que je n'ai pas aimé la vie de Président. Non, non, non, je n'ai pas aimé la vie de Président, parce que je me suis mis dans des contraintes. Tout dépend de ce que le Président vient, s'il veut s'enrichir, il s'enrichit. S'il veut être honnête et travailler rudement il va beaucoup souffrir. S'il veut tenir compte de tout, et réaliser et avoir un bilan, là il va falloir également qu'il oublie lui même et qu'il pense. Donc je pense que cet un travail extrêmement difficile. Mais cependant, moi si on me demandait demain : « Qu'est-ce que tu veux ? »... je dirai : « je suis rentré dans l'histoire pas effraction, et je voudrai »... j'ai vécu une expérience, d'après un coup d'État. Je suis venu dix ans après démocratiquement élu. Et un jour si je devais quitter, je voudrai quitter tout en restant dans l'histoire. Et je pense que c'est la meilleure des choses que je pourrai faire pour moi même, pour ma génération future, et pour les jeunes chefs d'État de demain.

NC : Monsieur le Président, vous avez vécu la dynamique relationnelle entre les anciens chefs d'État et les chefs d'État en exercice venant de toutes les perspectives possibles, exemple de vos relations avec l'ancien Président Moussa Traoré et Alpha Oumar Konaré en tant que Président. Et avec Alpha Oumar Konaré quand vous étiez ancien Président. Pouvez-vous nous parler d'une manière générale de l'importance des relations entre un ancien chef d'État et un chef d'État en exercice sur le continent africain ? Et qu'elles sont selon vous, les principes qui doivent guider cette relation ?

ATT: bon très souvent, je vais parler des autres. Il y a toujours un clivage total entre l'ancien et le nouveau chef d'État. Peut-être que l'ancien veut rester toujours chef d'État. Peut-être ? Et peut-être que le nouveau également, il se dit : ». Bon il ne faut pas... je.... Bon aller ce n'est plus toi, le Président c'est moi ». Donc il a un problème de personne. Il y a un problème d'intérêt. Parce que l'ancien Président il avait son monde, il avait son environnement, il avait des gens à lui. Le nouveau, il enlève tout le monde, il prend tout le pouvoir. Lui aussi, il met ces hommes. Donc vraiment ce sont des trucs pas importants, mais des détails. Y a d'autres également purement et simplement, ils ne s'aiment pas parce qu'il y a eu beaucoup de difficultés entre eux. Parce que là-bas également comme j'ai dit, certains n'ont pas les mêmes valeurs que nous. Si je reviens au Mali, je préside... je connais le Président Konaré qui m'a enseigné à l'école. J'ai commandé la garde présidentielle du Président Moussa Traoré, donc j'ai eu des relations personnelles avec eux avant même le pouvoir. Donc je les connaissais très très bien. Donc pendant tout le temps que j'étais ancien Président. Le Président Konaré me voyait une fois par semaine et on cause. Parfois il me pose des questions : « Qu'est-ce que tu penses de ça ? » et je lui dis. Je n'exerçais pas le pouvoir avec lui. Parce que je me suis dit que je vais tout faire pour ne pas le gêner. Je ne lui demande pas de place pour quelqu'un et je fais tout pour le laisser. Mais lorsqu'il me demande quelque chose ou que je vois quelque chose, je dis : « Président, il faut regarder... moi mon opinion c'est ça... » ou bien : « explique moi ça pour que je te dise ce que je pense. » Donc je n'étais pas un conseil occulte, mais j'étais un conseil consultatif auquel, avec lequel il pouvait parler. Maintenant lorsque j'ai quitté et que moi même je suis devenu Président. Le Président Konaré et moi on se voit régulièrement. On se voit. Je l'appelle. Il m'appelle. Après il me dit : « Bon je veux te voir. » Faut pas que ça dure ! Comme c'est mon ancien maître, il vient, nous parlons de

l'Afrique, nous parlons de la sous-région. Nous parlons également de ces, des grands projets qu'il a et honnêtement nos relations sont exceptionnelles, et je m'occupe également de suivre sa résidence d'État parce qu'il va falloir que nous mettons notre Président dans les conditions les meilleures, la sécurité, le véhicule, tout ce qui doit aider dans le cadre des commodités nous suivons et nous sommes là pour pouvoir aider le Président et je crois que cela a été beaucoup facilité par nos relations personnelles. Et le Président Konaré fait tout pour ne même pas donner une opinion pour ne pas me gêner. Il dit : « Je ne veux pas te gêner. J'ai mon opinion, mais je ne veux pas te gêner, je te le dis à toi même. » Donc le Président Konaré et moi, il a fait ça avec moi et moi j'ai fait ça avec lui. Le Président Moussa Traoré, j'ai fait un coup d'État contre lui. Je l'ai fait arrêter moi-même ici... au palais. Donc il toutes les raisons de ne pas m'aimer. Mais aujourd'hui nous sommes des grands amis. Je lui prends mon téléphone. Je l'appelle. Je lui dis : « Bon toi tu ne fais que prier maintenant il faut prier pour la pluie, parce qu'il y a deux ou trois jours il ne pleut pas. » Nous avons de très bonnes relations. Ses enfants qui ont quitté l'école et parfois j'essaye de les soutenir, je leur parle. Ils viennent me voir. Sa femme est une cousine à plaisanteries donc on plaisante. J'avoue que si on me demandait : « Mais quel est parmi les ceux qui t'ont marqué, donne nous un. » ... Il y a beaucoup. Je dirai : « les relations exceptionnelles que je garde avec le Président moussa, ça fait partie ». Faire un coup d'État avec quelqu'un et que plus tard vous devenez des meilleurs amis c'est important. Le Président a dit un jour : « je n'ai pas mes droits civiques, je ne peux pas voter. Mais si je devais voter, j'allais voter pour ATT ». Donc je pense que c'est le plus gros compliment qu'on puisse faire à un homme. Donc c'est un ancien à moi, il est officier comme moi. Donc il m'a... j'ai commandé sa garde il m'aimait beaucoup. Les événements sont ce qu'ils sont, mais après les événements, nous avons... nous avons... Maintenant ce n'est plus lui qui s'occupe de moi, c'est moi qui m'occupe de lui.

NC : Monsieur le Président, 2012 est presque arrivé et vous êtes sans aucun doute un Président très populaire. Est-ce qu'il y a une chance que vous vous présentiez pour un troisième mandat si le peuple Malien dans son ensemble, d'accepter que le champ constitutionnel soit changé pour permettre une telle possibilité, pourquoi ou pourquoi pas ?

ATT: Bon d'abord, pourquoi partir ? Je pense que j'ai donné le meilleur de moi à mon pays. Tout ce que je peux faire je l'ai fait, en toute objectivité. Je ne suis même pas sûr de faire plus, parce qu'avant je suis venu avec l'arme, cette fois si je suis venu avec le bulletin de vote. Dans les deux cas, je n'aie pas été très mauvais. Donc moi je pense que dans la vie il y a un moment pour s'arrêter. J'aurais voulu aller faire une croisière dans les îles Bahamas ou aller visiter Hawaï, librement, comme je le voie dans les cartes postales, être libre, personne ne sait où je suis. Donc si on veut mon avis et si on veut me rendre service c'est de me laisser partir. Maintenant si on pose la question à savoir, qui le gouvernement de la République du Mali ou que le peuple Malien exige à ce que tu restes et que ça soit toi, je pense que là également ils ne me rendront pas un service, parce que je ne suis indispensable et je ne suis pas le meilleur. Mais je suis certainement celui avec lequel ils se sont le mieux entendus. Donc le problème est difficile. Mais si on me laisse moi choisir, et c'est ma décision qui compte. Parce qu'en '92, à la conférence ils m'ont dit de rester. Il y a trois groupes. Le premier groupe dit : « il faut rester », parce qu'eux ils

n'étaient pas prêts, parce qu'en un an ils n'étaient pas prêts et ils voulaient dire : « non il faut rester. Nous on est pas prêt, on va bien préparer, après tu va partir. » Le deuxième groupe, dis : « non il faut que tu partes ce matin, tu n'as rien à faire ici. Ça, ce n'est pas poste de militaire ». Et ils étaient prêts, ils étaient pressés de prendre le pouvoir. Il y avait un troisième groupe également qui était de bon foie, qui s'on dit : « bon tout compte fait, ces deux groupes-là c'est leurs intérêts, mais nous, honnêtement, on pense que tout n'est pas encore stabilisé, il est bon que toi reste indépendant pour nous accompagné dans la mise en œuvre. » Donc certainement et peut-être en 2012 je vais me retrouver dans la même situation. Et quelques soit le résultat de ce qui vas ce passer là aussi c'est devenu un enjeu. Donc je pense qu'en toute conscience, lorsque le problème va se poser je le trancherai en me regardant droit dans mon miroir et prenant la décision que je pense le plus bonne. Au moment où je vous parle aujourd'hui, je suis beaucoup plus avec ceux qui me disent de partir. On verra bien ce qui se fera demain.

NC : Monsieur le Président, je suis sûr que vous êtes au courant de la fondation Mo Ibrahim, il a fait qu'il donne un prestigieux Prix semi-annuel à un ancien chef d'État Africain pour des raisons de bonne gouvernance durant son exercice au pouvoir et un après-mandat productif. Outre des accolades, pensez-vous que cette initiative et d'autres mesures similaires peuvent en effet affecté les comportements des leaders sur le continent africain.

ATT: Parfaitement, je pense que d'abord en ce qui concerne cette initiative moi vraiment je la salue. Je la salue parce qu'on récompense un homme et on lui donne les moyens de vivre. On lui donne les moyens de créer une fondation. On lui donne les moyens d'être utile. Surtout on lui donne les moyens de ne pas être indépendant, d'être indépendant. Aussi bien de l'occident que de l'intérieur. Donc moi je pense que ce Prix doit être salué. Et je pense que tout jeunes chefs d'État comme nous, nous devons nous battre pour être à la dimension de ce prix. Parce que c'est extraordinaire, en tout cas je l'approuve te je félicite le Monsieur qui a pris une telle décision. D'autre part, également, il y a d'autres formes, si je prends par exemple le Président Diouf, lorsqu'il a par exemple quitté la présidence du Sénégal, il a perdu les élections, il a donné, il rendu le pouvoir au Président Wade, il est parti. Mais le jour ou en regardant c'est qualité d'homme, nous avons jugé nécessaire qu'il fût le mieux indiqué pour gérer la Francophonie et depuis qu'il est venu il a donné une dimension à la Francophonie extraordinaire. Donc moi je pense que ce n'est pas tous les postes, parce qu'on ne peut pas être Président et revenir et être Président quelque part, je pense qu'il faut savoir tirer profit des anciens chefs d'État. Il faut les mettre à contribution. Je pense que c'est là aussi ils peuvent apporter la petite expérience qu'ils ont vécue et donc pour cette raison je pense que même dans les pays lorsqu'ils vont quitter, il ne faut les laisser à la maison, à ne rien faire ou lire les journaux à regarder, ou des gens qui viennent leurs dirent chaque matin que le pouvoir est mauvais. Donc le plus important c'est des utilisés, et là la communauté internationale à un rôle extrêmement important à jouer. Je sais qu'il y a par exemple un groupe-chef d'État ancien européen, américain, occidental des premiers ministres des grands qui ont des clubs, en Afrique également nous en avons, mais c'est pas dynamique. Donc il ne faut pas, il faut éviter deux choses. Il faut le laisser dans la nuit et il faut le laisser dans le besoin. Ca c'est l'image même du pays qui le qui doit nous amener à ça.

... Rires... Ah c'est gentil. Il faut dire que d'abord que c'est plutôt moi qui suis très honoré. Et vraiment, je pense que j'ai fait beaucoup d'interviews. C'est beaucoup plus pour d'actualité. Mais pour une fois j'ai senti que j'étais en train d'être utile. Il y a la qualité des questions et la connaissance également du déroulement. Ce qu'il m'a donné est très académique. Parce ce que c'est ce qu'il faut donner aux enfants qui écoutent, que moi également, je suis très flatté et très heureux de la confiance qu'il a voulu faire en me demandant de donner ma contribution.

je lui souhaite un bon Séjour au Mali. Qu'il reste autant qu'il veut. rire... même si il doit aller travailler...rire... et lui dire que les question qui m'a posé je suis très habitué peut-être, mais c'est très responsable.